



Extrait du Faire Vivre le PCF !

<http://lepcf.fr/un-pacte-pour-une-nouvelle-majorite-de-gauche>

Un pacte pour une nouvelle majorité de gauche...

- Comprendre... - Histoire -



Date de mise en ligne : mercredi 22 février 2017

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

La déclaration du PCF dans une situation politique instable et imprévisible est une bonne chose. L'élection présidentielle n'est jamais facile pour les communistes, mais la situation politique n'a jamais été aussi confuse après les échecs répétés de la gauche gouvernementale, l'absence de candidature communiste, la médiatisation à outrance, la personnalisation, l'absence de débat de fonds entre affaires et candidats sans programme... Il est difficile de faire entendre un point de vue communiste sur le changement de société nécessaire, les conditions du rassemblement populaire nécessaire à ce changement, la place des élections et le lien nécessaire avec le mouvement social...

L'adresse du parti communiste au peuple de France est donc bienvenue. Elle fait écho à une adresse au peuple de France il y a 70 ans, celle de Maurice Thorez qui commençait par ses mots

Un vent de détresse souffle sur notre beau pays. Depuis cinq années déjà, la crise économique sévit dans l'industrie, l'agriculture, le commerce et les finances publiques et privées. Les conséquences en sont surtout douloureuses pour les travailleurs des villes et des champs.

que nous pourrions sans doute actualiser...

Un vent de détresse souffle sur notre beau pays. Depuis des décennies, la crise économique sévit dans l'industrie, l'agriculture, le commerce et les finances publiques et privées. Les conséquences en sont surtout douloureuses pour les travailleurs des villes, des banlieues et des campagnes, de l'industrie et des services, du privé et du public.

Cette déclaration porte principalement sur le programme que défendent les communistes, ce qui est un appel d'air dans une campagne médiatique indigne. Elle ouvre le débat sur l'Union Européenne en demandant "*la remise en cause du traité budgétaire européen*", remise en cause qui ne peut que conduire, soit au reniement à la Tsipras, soit au refus d'appliquer les traités en général, autrement dit, qui conduit à affirmer la souveraineté politique du peuple Français.

Oui, ce débat politique est urgent, sur les conditions de la rupture avec l'austérité, de droite comme de gauche, donc sur les conditions de l'affrontement avec les banques, les oligarchies économiques. La déclaration ne parle que de la "Finance". Il est indispensable de dire plus clairement au peuple de France que la finance n'est que la forme "suprême" du capitalisme, qu'on ne peut s'y confronter sans mettre en cause dans l'entreprise le pouvoir absolu du capital, qu'il soit boursier ou pas...

C'est d'ailleurs la raison fondamentale pour laquelle François Hollande a immédiatement renié son engagement contre son "ennemi la Finance". Peu importe ce que nous savions être un mensonge, au-delà de la personne, c'est la réalité de l'affrontement contre le "mur de l'argent" [1] qui rend illusoire toute politique progressiste qui ne soit pas fondée sur un puissant mouvement populaire... Comme on le dit dans les manifs avec raison, "*c'est pas à l'Elysée, c'est pas à Matignon, c'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction, il faut lutter, se syndiquer...*".

Un pacte pour une nouvelle majorité de gauche...

C'est pourquoi cette déclaration contient une énorme illusion, et oublie une question essentielle qui est pourtant posée dans le concret au peuple de France.

Elle affirme

« Aujourd'hui, la présence au second tour de l'élection présidentielle d'une candidature porteuse de ces combats et la constitution en juin d'une majorité de gauche et écologiste paraissent à nouveau possibles. C'est ce pourquoi nous nous battons depuis un an : nous n'avons pas présenté de candidat communiste à l'élection présidentielle pour le permettre. »

C'est une double erreur. Personne ne peut croire que notre peuple va résoudre en quelques semaines de campagne électorale les divisions, les confusions, les erreurs mêmes qu'il n'a pu surmonter depuis des années. Quand tant d'ouvriers se sont félicités du bonus sur leur fiche de paie résultante de la défiscalisation des heures sup de Sarkozy, puis se sont mis en colère quand le gouvernement socialiste leur a supprimé [\[2\]](#), on mesure les difficultés pour qu'un peuple debout et uni se batte pour une forte augmentation des salaires et des pensions. Cela impliquerait des bouleversements économiques et politiques qui déchaineraient les forces réactionnaires qui sont dominantes dans les consciences aujourd'hui. Nous sortons de 40 ans de pédagogie du renoncement par le parti socialiste, d'instrumentalisation du racisme et des questions sociétales pour diviser la droite, de cadeaux aux couches aisées pour apparaître moderne dans les centres urbains, et nous avons mesuré nos forces et celles de nos adversaires dans le mouvement contre la loi El Khomri...

Il suffit de comparer les programmes de Mélenchon, Hamon ou Jadot pour comprendre que le chemin de reconstruction d'une issue progressiste sera long tant les contradictions sont nombreuses, par exemple sur la question clé des services publics !

Les communistes doivent ouvrir les yeux. L'absence de leur candidature n'a en rien aidé à l'unité du peuple, au contraire ! Elle n'a même pas aidé à l'union de la gauche, c'est Mélenchon qui fixe l'agenda des (non) discussions avec le PS.

Nous ne résoudrons pas cette contradiction dans les semaines qui nous séparent des présidentielles, et ce serait mentir aux Français que de faire croire à une énième version d'un "programme commun" qui n'aurait de progressiste que le titre...

La déclaration se conclut utilement sur l'enjeu des législatives. Ce sont elles qui diront dans quelles conditions un président, sans doute élu pour mener une politique de droite, ou, grande surprise, élu pour mener une autre politique, dans quelles conditions, quel qu'il soit, il se retrouvera après les législatives...

Nous appelons également tous nos concitoyens à se mêler sans attendre des élections législatives. L'heure est à la mobilisation partout. Là aussi, les communistes et leurs candidats appellent au rassemblement pour garantir les moyens du changement espéré par nos concitoyens.

Mais pour être compris du peuple, il faut répéter que les législatives sont utiles, même avec un président de droite, car un député communiste est un support de la résistance, du mouvement social, des luttes pour l'emploi, le

Un pacte pour une nouvelle majorité de gauche...

logement, les services publics. Nous voulons des députés communistes car ils ont montré leur utilité contre le gouvernement Fillon-Sarkozy tout comme contre le gouvernement Valls-Hollande. Nous ne voulons pas des députés "de gauche" qui ne peuvent accompagner les luttes et voter la censure quand elle est nécessaire !

C'est cette certitude que le parti communiste est utile et donc nécessaire qui manque à cette déclaration. Elle devrait se finir comme [celle de Thorez il y a 70 ans](#) par un appel au renforcement du parti communiste !

« Et maintenant nous travaillons à l'union de la nation française contre les 200 familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France.

(...)

Nous sommes le Grand Parti communiste, aux militants dévoués et pauvres, dont les noms n'ont jamais été mêlés à aucun scandale et que la corruption ne peut atteindre. Nous sommes les partisans du plus pur et du plus noble idéal que puissent se proposer les hommes.

Pour le bien-être, contre la misère, pour la liberté. Contre l'esclavage, pour la paix, contre la guerre. Nous vous appelons avec confiance à voter communiste. A voter pour la France forte, libre et heureuse que veulent et que feront les communistes ! »

Chaque communiste peut actualiser cette conclusion à sa manière. C'est ce que faisait l'appel [Unir les communistes pour être utile au réveil populaire !](#)

Nous appelons les communistes à déjouer le piège d'un nouvel accord électoraliste au prix de l'effacement du PCF et à engager un autre effort militant dans ces présidentielles et législatives, permettant tout à la fois de reconstruire l'organisation communiste malmenée, de commencer à regagner l'engagement populaire autour d'un programme communiste pour résister et construire la première république sociale.

Pour cela, nous mettons à disposition des communistes un programme des 100 premiers jours d'un gouvernement populaire autour de 5 chantiers (une version complète des cinq chantiers est disponible sur le site lepcf).

[1] comme JLM le décrit bien en [racontant à sa manière le tournant de 1983](#)

[2] sans pousser bien sûr à l'augmentation des salaires